

DEPARTEMENT DU LOIRET

METROPOLE ORLEANS METROPOLE

ENQUETE PUBLIQUE

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.



RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.
Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.
Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.
Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

I – GENERALITES

1.1 : PREAMBULE.

1.2 : OBJET DE L'ENQUETE.

1.3 : CADRE JURIDIQUE.

1.4 : NATURE ET CARACTERISTIQUES DU PROJET.

1.41 – Environnement du projet.

1.42 – Nature du projet.

1.43 – Caractéristiques du projet.

1.5 : COMPOSITION ET ANALYSE DU DOSSIER.

1.51 – Composition.

1.52 – Analyse.

1.6 : AVIS EMIS.

II – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 : ORGANISATION DE L'ENQUETE.

2.11 – Désignation du commissaire enquêteur.

2.12 – Information du commissaire enquêteur.

2.13 – Organisation des permanences.

2.2 : INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC ET PUBLICITE.

2.21 – Information effective du public.

2.22 – Publicité par affichage.

2.23 – Publicité par voie de presse.

2.24 – Publicité sur un site internet.

2.25 – Publicité par autre voie.

2.3 : INCIDENT ET CLIMAT D'AMBIANCE AU COURS DE L'ENQUETE.

2.4 : CLOTURE DE L'ENQUETE, MODALITES DU TRANSFERT DES DOSSIERS ET DES REGISTRES.

III – RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS

3.1 : BILAN DES OBSERVATIONS FORMULEES AU COURS DE L'ENQUETE.

3.2 : DETAIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS.

3.3 : CONCLUSION DES OBSERVATIONS.

ANNEXES

1 – Synthèse des observations.

2 – Réponse aux observations de la métropole ORLEANS METROPOLE.

PIECES JOINTES

PJ 01 – Certificat de la métropole ORLEANS METROPOLE constatant le dépôt et la mise à disposition au public du dossier d'enquête publique.

PJ 02 – Certificat de la mairie de FLEURY LES AUBRAIS constatant le dépôt et la mise à disposition au public du dossier d'enquête publique.

PJ 03 – Certificat de la mairie de proximité de ORLEANS-NORD constatant le dépôt et la mise à disposition au public du dossier d'enquête publique.

PJ 04 – Certificat d'affichage de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique de la métropole ORLEANS METROPOLE.

PJ 05 – Certificat d'affichage de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique de la mairie de FLEURY LES AUBRAIS.

PJ 06 – Certificat d'affichage de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique de la mairie de proximité ORLEANS NORD.

PJ 07/1 à 07/4 – Articles de presse LA REPUBLIQUE DU CENTRE et LE JOURNAL DE GIEN des 8 et 29 juin 2017 concernant les parutions de l'avis d'enquête publique.

PJ 08 – Encart paru dans la lettre d'information n° 16 – Été 2017 de la métropole ORLEANS-METROPOLE portant sur l'enquête publique.

PJ 09 – Flyer édité par ORLEANS METROPOLE annonçant l'enquête publique.

I – GENERALITES

1.1 : PREAMBULE.

Par extrait n° 5180 du 18 décembre 2014 et extrait n° 5911 du 7 juillet 2016 du registre des délibérations de la Communauté d'agglomérations Orléans Val de Loire (aujourd'hui Métropole ORLEANS METROPOLE), le Conseil de Communauté approuve le projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble sur la commune de FLEURY LES AUBRAIS reliant la gare et la future Place Danton située dans la ZAC INTERIVES 1 à l'issue d'une période de concertation menée d'avril 2015 à mai 2016.

La Communauté d'agglomérations Orléans Val de Loire s'est appelée Communauté Urbaine ORLEANS METROPOLE pour devenir Métropole ORLEANS-METROPOLE. Ces trois noms désignent la même collectivité territoriale car il n'y a eu aucun changement dans le nombre de communes. Il s'agit simplement d'un changement de nom juridique à la suite de diverses délibérations.

La présente enquête publique ne concerne que le transport par câble au-dessus du faisceau ferroviaire de la gare des Aubrais, situé sur le territoire de la commune de FLEURY LES AUBRAIS.

1.2 : OBJET DE L'ENQUETE.

Il s'agit de mener l'enquête publique et d'en relater le déroulement de celle-ci dans le cadre du projet présenté par la métropole ORLEANS-METROPOLE dans le cadre de la création de la ZAC INTERIVES 1 en vue de la réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY LES AUBRAIS.

1.3 : CADRE JURIDIQUE.

La présente enquête publique est prescrite en application des dispositions suivantes :

- du Code de l'environnement,
- de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- de l'extrait n° 005180 en date du 18 décembre 2014 du registre des délibérations du Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomérations Orléans Centre Val de Loire prescrivant le lancement de la concertation préalable à la création de la ZAC du projet INTERIVES,
- de l'extrait n° 005911 en date du 7 juillet 2016 du registre des délibérations du Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomérations Orléans Centre Val de Loire approuvant le bilan de la concertation menée de avril 2015 à mai 2016,
- de l'extrait n° 005915 en date du 7 juillet 2016 du registre des délibérations du Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomérations Orléans Centre Val de Loire approuvant le transport par câble,
- de l'extrait n° 006266 en date du 23 mars 2017 du registre des délibérations du Conseil de Communauté de la Communauté urbaine Orléans Métropole autorisant le Président à organiser l'enquête publique et à solliciter le Président du Tribunal Administratif à nommer un commissaire-enquêteur,
- de l'ordonnance n° E17000060/45 en date du 25 avril 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'ORLEANS portant désignation de Monsieur Christian BRYGIER, en

qualité de commissaire enquêteur,

- de l'arrêté n° 011679 du 24 mai 2017 de la métropole ORLEANS-METROPOLE prescrivant l'enquête publique relative à la réalisation du téléphérique urbain sur la commune de FLEURY LES AUBRAIS.

1.4 : NATURE ET CARACTERISTIQUES DU PROJET.

1.41 – Environnement du projet.

Bien que la présente enquête publique ne traite que de la liaison par câble (téléphérique urbain) au-dessus du faisceau ferroviaire de la gare des Aubrais, il paraît nécessaire de situer ce projet dans son contexte.

La commune de FLEURY LES AUBRAIS fait partie des 22 communes composant la métropole ORLEANS-METROPOLE. C'est la seule concernée par le transport par câble, objet de la présente enquête publique. Elle se trouve au nord d'ORLEANS, à une heure de la capitale. Elle s'étend sur une superficie de 1 012 hectares. Elle est limitrophe des communes de ORLEANS, SARAN, CERCOTTES, CHANTEAU, SEMOY, faisant partie de la métropole ORLEANS-METROPOLE. Au recensement de la population 2014 en vigueur au 01 janvier 2017, elle compte 21 065 habitants. Plusieurs zones, quartiers, ou lieux-dits sont situés sur le territoire communal.

L'activité principale de cette commune est surtout industrielle. D'ailleurs la zone INTERIVES est une friche industrielle. On y trouve également des activités commerciales diverses implantées dans des zones ou en commerces de proximité. On y trouve également des équipements publics.

Les principales voies de déplacement au sein de la commune sont :

- routières : la RD 2020 et la RD 97 traversant le territoire communal du nord au sud. La RD 2020 (ex RN 20) rejoint PARIS à ORLEANS et le RD 97 effectue la liaison entre le département voisin du Loiret, l'Essonne, jusqu'à ORLEANS. La commune est contournée au nord par un axe routier contournant la ville d'ORLEANS et dénommée la tangentielle (RD 2060). La RD 2701 permet de faire la liaison entre l'autoroute A10 (l'Aquitaine) et FLEURY LES AUBRAIS. D'autres artères permettent de circuler dans la commune du nord au sud et d'est en ouest,
- ferroviaire : du fait de la position en cul de sac de la gare d'ORLEANS, c'est celle de FLEURY LES AUBRAIS qui est utilisée pour la déserte des grandes lignes venant ou allant vers PARIS où un bon nombre de passagers s'y rendent pour leur travail. La gare de FLEURY LES AUBRAIS possède un important faisceau ferroviaire servant à la mise en place des trains de fret. L'accès de la gare ne se fait que du côté Est. C'est pour cette raison que la métropole ORLEANS-METROPOLE décide d'ouvrir cette gare vers l'ouest en permettant le franchissement du faisceau ferroviaire par une ligne aérienne et ce bien qu'il existe déjà des voies de communication passant au-dessus ou en-dessous des voies ferrées. C'est une gare de bifurcation reliant PARIS-AUSTERLITZ à BORDEAUX ST JEAN. Les relations passant par cette gare sont : ligne commerciale TGV BRIVE LA GAILLARDE – LILLE, des trains intercités et le TER Centre Val de Loire PARIS – ORLEANS. 1,3 millions de voyageurs / an transitent par cette gare. Du fait de la proximité avec PARIS, 4000 navetteurs/jour fréquentent ce lieu,
- transports collectifs : FLEURY LES AUBRAIS est desservie par des lignes des Transports de l'Agglomération Orléanaise (TAO) dont la ligne A du tramway avec des arrêts devant la gare des Aubrais,
- déplacements doux : certaines sections sont aménagées mais elles restent insuffisantes.

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

La commune est également dotée d'établissements scolaires (lycée, collèges et groupes scolaires), de lieux d'accueil jeunesse (crèche par exemple) et de loisirs, d'équipements sportifs, d'un établissement hospitalier spécialisé.

Le projet de transport par câble par-dessus le faisceau ferroviaire de la gare des Aubrais fait partie intégrante de celui de la ZAC INTERIVES 1, elle-même étant une partie d'un agencement plus important dénommé INTERIVES.

La zone INTERIVES en général se trouve au nord d'ORLEANS desservie à l'ouest par la route départementale 2020 (RD 2020) dénommée rue André Dessaux et longée à l'est par le faisceau ferroviaire de la gare de FLEURY LES AUBRAIS. Les limites Nord est le rond-point des Crocus et au sud l'avenue de la Libération. La superficie de ce site s'étend sur 110ha provenant de friches d'activités industrielles située à 80% sur le territoire de la commune de FLEURY LES AUBRAIS et à 20% sur celle d'ORLEANS (au sud de la zone). Son aménagement est prévu de se terminer à l'horizon 2035 et il consiste en la création de logements, d'activités tertiaires et d'équipements publics en repensant les modes de déplacement notamment les transports en commun, les liaisons douces et la multi-modalité. La restructuration des voiries en fait également partie. Cette requalification a pour objectif de :

- donner une image valorisante d'entrée de ville au nord d'ORLEANS,
- créer un pôle tertiaire durable et innovant,
- soutenir l'activité économique en répondant aux besoins des entreprises,
- procéder à un renouvellement urbain d'un important gisement foncier à proximité du centre ville et des transports collectifs,
- créer un quartier ambitieux en termes de développement durable,
- ouvrir la gare des Aubrais vers l'Ouest,
- proposer une offre de logements attractive par un véritable quartier mixte et vivant,
- créer des osmoses avec les opérations urbaines se trouvant à proximité.

Cette zone est aujourd'hui enclavée entre le faisceau ferré à l'est, le séparant du centre de la commune de FLEURY LES AUBRAIS, et la RD 2020 à l'ouest.

La ZAC INTERIVES 1 est la première phase de ce vaste aménagement. D'une superficie de 13,5ha sur les 110 ha, elle se trouve au sud de la zone INTERIVES dont la limite Sud est celle séparant les communes de ORLEANS et FLEURY LES AUBRAIS. Cette ZAC est divisée en deux sites :

- site Danton, à l'ouest du faisceau ferroviaire de 9,6ha,
- site Lamartine, à l'est et autour de la gare des Aubrais de 3,9ha.

C'est un projet à court terme à l'horizon 2018 – 2025, comprenant :

- la création de logements, de bureaux, d'équipements, commerces, hôtel et parkings,
- le franchissement par câble du faisceau ferré pour relier l'ouest de la ZAC à la gare de FLEURY LES AUBRAIS,
- la requalification des voies structurantes.

Le projet Transport Par Câble (TPC) est considéré comme étant la première phase opérationnelle de la ZAC INTERIVES 1 mais aussi du projet INTERIVES dans son ensemble. Une description plus précise du projet, objet de la présente enquête publique, est évoquée dans la partie **1.43 – Caractéristiques du projet.**

1.42 – Nature du projet.

Il s'agit de la réalisation d'une liaison aérienne par câble afin de franchir le faisceau ferroviaire de

la gare de FLEURY LES AUBRAIS pour ouvrir cette gare à l'ouest et d'offrir une nouvelle liaison entre les deux rives ferroviaires. Cette liaison reliera la place de la gare (Place de la commune de Paris) à la future Place Danton de la ZAC INTERIVES 1.

Le choix d'une ligne aérienne par câble pour la traversée du faisceau ferroviaire de la gare des Aubrais s'est fait à la suite d'une analyse multicritère en comparant ce mode de transport à des passerelles de type divers. Le coût d'investissement, la durée de parcours, et le confort ont guidé en partie le choix des élus de la métropole ORLEANS-METROPOLE vers ce type de transport. De plus, il sera gratuit pour les usagers.

1.43 – Caractéristiques du projet.

Le transport par câble est la première phase opérationnelle de l'aménagement de la ZAC INTERIVES 1, se trouvant exclusivement sur la commune de FLEURY LES AUBRAIS et partie intégrante de la grande zone INTERIVES. Il consiste en la réalisation d'un transport urbain à câbles, franchissant les voies ferrées entre la Place de la commune de Paris (parvis de la gare) et la future Place Danton, sites distants l'un de l'autre de 380m environ.

Il est constitué par deux stations de 13m de hauteur et d'un diamètre de 22m, à toiture végétalisée, ayant plusieurs entrées : l'une sur la future place Danton (inclus dans la ZAC INTERIVES 1) et l'autre sur la Place de la commune de Paris (face à la gare des Aubrais). Les objectifs de l'aménagement des stations est double : installer toute la machinerie nécessaire au fonctionnement de la ligne aérienne et abriter les usagers des conditions climatiques (pluie – vent) lors de l'attente pour l'accès aux cabines.

Elles sont positionnées en rez-de-place afin que les passagers soient pris et déposés au niveau de la rue permettant également aux personnes à mobilité réduite, poussettes et vélos d'accéder aux cabines au nombre de 2. Les flux de descente et de montée des passagers dans les cabines sont séparés. Des mesures sont prises dans l'aménagement des stations afin de minimiser toute source de bruit.

Un câble supporté par deux pylônes permet le mouvement de deux cabines en va et vient durant 19 heures les jours de semaine et 18 heures les week-ends avec une prévision d'arrêt de 10 jours pour assurer la maintenance. Les pylônes, d'une hauteur de 33m et accessibles uniquement au personnel de maintenance, sont implantés en dehors de l'emprise ferroviaire. Le nombre de points d'ancrage du système de transport dans l'emprise ferroviaire a aussi guidé le choix des élus : 2 pour le transport par câble alors qu'il aurait été de 5 à 7 dans le cas d'une passerelle.

Les cabines de 56 places dont 19 assises sont conçues dans un design proche de celui des voitures du tramway. La prévision d'affluence est de 1500 personnes par heure et par sens avec la possibilité de la moduler durant les heures creuses, voire de basculer sur un mode dit « sur appel » en cas de faible public.

Le téléphérique est prévu de fonctionner pour une tenue au vent de 70km/h au minimum avec récupération intégrée en cas de dysfonctionnement durant le trajet. Ce système de récupération intégrée permet de ramener les cabines et les passagers à leurs stations à faible vitesse même en mode dégradé.

Le trajet d'une station à une autre se fait en moins de 2 minutes. La machinerie de l'ensemble va se situer à la station Danton. Pour assurer un niveau de disponibilité très important, le système doit comporter deux machineries, une redondance des organes clefs, des systèmes d'alimentation diverses pour assurer à tout moment le rapatriement des cabines en station.

Le téléphérique est placée sous surveillance d'un poste de commande centralisé assurant déjà la surveillance de l'ensemble du réseau de transport dont les lignes A et B du tramway, permettant de garantir un niveau de sécurité maximum aux usagers et ce même en l'absence de personnel en station hormis celui chargé de la maintenance.

D'après le bilan socio-économique, les bénéficiaires de ce transport par câble seront les promeneurs, les touristes, les utilisateurs du nouveau parking à la Place Danton, les habitants et professionnels d'INTERIVES utilisant le train et ceux utilisant le tramway.

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

Selon les élus, le projet INTERIVES étant un vecteur d'innovations, le transport par câble constitue l'un des éléments offrant une image attractive et valorisante de ce nouvel aménagement.

1.5 : COMPOSITION ET ANALYSE DU DOSSIER.

1.51 – Composition.

Les trois dossiers soumis à l'enquête publique et mis à la disposition du public sont composés pour chacun des pièces suivantes :

- le document de présentation du projet de réalisation du téléphérique urbain en traversée du faisceau ferroviaire dont le sommaire est le suivant :
 - introduction au dossier d'enquête publique présentant le projet et le dossier d'enquête publique,
 - 1 – Etude d'impact et résumé non technique (développé ci-dessous),
 - 2 – Mention des textes qui régissent l'enquête publique,
 - 3 – Avis émis :
 - ✓ la Direction Départementale des Territoires du Loiret en date du 26 septembre 2016,
 - ✓ le Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés – Bureau Nord-Ouest en date du 16 septembre 2016,
 - ✓ de l'autorité environnementale en date du 12 juin 2017
 - 4 – Le bilan de la concertation menée d'avril 2015 à mai 2016,
 - 5 – La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet,
 - 6 – Evaluation socio-économique du projet,
- l'étude d'impact portant sur l'ensemble du projet INTERIVES :
 - I – Préambule,
 - II – Résumé non technique,
 - III – Description du projet,
 - IV – Etat initial du site et de son environnement,
 - V – Principales solutions de substitution examinées et raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu,
 - VI – Effets du projet sur l'environnement et la santé et mesures envisagées pour les éviter, réduire ou compenser,
 - VII – Analyse des effets cumulés avec d'autres projets existants ou approuvés,
 - VIII – Incidences du projet sur le climat et vulnérabilité au changement climatique,
 - IX – Evaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU de FLEURY LES AUBRAIS,
 - X - Cohérence et compatibilité du parti d'aménagement au regard des documents de planification et de cadrage, réglementaire et de référence,
 - XI – Evaluation du potentiel énergétique local et renouvelable,
 - XII – Evaluation des incidences Natura 2000,
 - XIII – Appréciation des impacts du programme,
 - XIV – Analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement,

A tous ces documents décrits ci-dessus, il a été ajouté les registres d'enquête, que j'ai cotés et paraphés, tenus avec les dossiers d'enquête dans les locaux de la métropole ORLEANS-METROPOLE, à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS et à la mairie de proximité ORLEANS-NORD.

1.52 – Analyse.

Le document de présentation faisant partie du dossier d'enquête publique décrit bien le projet INTERIVES dans sa globalité et s'étendant sur les communes d'ORLEANS et de FLEURY LES AUBRAIS. Il décrit ensuite celui de téléphérique urbain pour traverser le faisceau ferroviaire de la gare des Aubrais à FLEURY LES AUBRAIS en donnant les raisons de ce choix plutôt que celui de la passerelle par les élus de la métropole. Des détails techniques portant sur l'ensemble de l'installation (pylônes – cabines – stations – machinerie) sont ensuite fournis sur ce téléphérique urbain. Une analyse multi-critères permet au public de connaître les raisons du projet retenu.

Il est ensuite mentionné une partie relative à l'étude d'impact et au résumé non technique. Ces deux éléments sont traités séparément dans un autre document dénommé l'étude d'impact de la première phase opérationnelle. Il est ensuite traité des avis émis (développé dans la partie suivante **1.6 : AVIS EMIS**) puis du bilan de la concertation effectué de avril 2015 à mai 2016 et des autres autorisations nécessaires pour la réalisation du projet pour terminer par le bilan socio-économique.

Ce document est relativement complet. Cependant, j'ai demandé des précisions complémentaires à M. FAUCHEUX Clément, chef de projet à la métropole ORLEANS-METROPOLE, en charge de ce dossier. Elles portent sur les points suivants :

- page 10, HPM et HPS : pour les Heures de Pointe Matin et Soir, effectivement il y a une inversion des sens pour les deux catégories de navetteurs,
- page 13, le tableau a été remplacé par un fichier plus lisible et joint en A3 dans l'étude d'impact,
- page 16, signification de « TMD », il s'agit de Transport de Matières Dangereuses,
- page 22, il manque « d'une dizaine de mètres de largeur » pour la définition de la tête de pylône.

Ces précisions m'ont paru nécessaire afin de pouvoir mieux informer le public lors de mes permanences surtout en ce qui concerne l'analyse multicritères qui dans le document est illisible donc incompréhensible sous format A4.

En ce qui concerne le bilan de la concertation, j'ai pu m'apercevoir qu'aucun chiffre de la participation du public n'a été fourni.

L'évaluation socio-économique n'appelle aucune remarque particulière.

En ce qui concerne l'étude d'impact, elle est complète conformément à l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement.

Une bonne partie des tableaux ou des figures se trouvant dans ce document sont illisibles du fait de la taille en format A4. Il aurait été souhaitable de les joindre en format A3 pour les rendre plus lisibles par le public ne possédant pas Internet et ne pouvant par voie de conséquence les lire que sur la version papier.

On constate également que parfois des données chiffrées sont relativement anciennes ou auraient mérité une réactualisation comme pour celles sur le climat dont la période de référence s'étend de 1998 à 2010 (Cf **2.1.1. Le climat** en page 85), 2013 pour la qualité des eaux en partie (Cf **2.1.5.2 Qualité des eaux** à la page 98), recensement 2013 pour la population de la métropole ORLEANS-METROPOLE.

On note parfois quelques erreurs mais ne gênant pas la compréhension du dossier.

Concernant les impacts sonores, il existe bien une modélisation à l'état initial mais aucune en ce qui concerne le transport par câble, plus compréhensible par le public que du texte..

Dans les parties consacrées à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de FLEURY LES AUBRAIS, il aurait été souhaitable d'y ajouter les plans de zonage concernés.

Commentaire du commissaire-enquêteur : le dossier semble comporter toutes les pièces nécessaires à la

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

compréhension du projet de réalisation du transport par câble au dessus du faisceau ferroviaire de la Gare des Aubrais entre la Place de la commune de Paris et la future Place Danton sur le territoire de la commune de FLEURY LES AUBRAIS. Je pense qu'il est tout de même regrettable de constater certaines erreurs ou manquements voire de données anciennes dans un dossier aussi important pour l'avenir de l'aménagement de la zone INTERIVES. En effet, selon les élus de la métropole ORLEANS METROPOLE, le transport par câble doit être un élément attractif pour les entreprises désireuses de venir s'installer dans cette zone. Cependant, ces dysfonctionnements ne nuisent pas à la compréhension du dossier.

1.6 : AVIS EMIS.

Dans le dossier de présentation du projet de transport par câble, il existe une partie 3 – AVIS EMIS qui est traité ci-dessous.

En date du 26 septembre 2016, la Direction Départementale des Territoires du Loiret – Service Loire risques transports - émet un avis favorable au projet de transport par câble à FLEURY LES AUBRAIS assorti de remarques et observations formulées par le SDIS du Loiret et le STRMTG. Dans ce courrier il est précisé que les avis sont joints. Dans le dossier soumis à l'enquête publique, on retrouve bien l'avis du STRMTG – Bureau nord ouest mais pas celui du SDIS Loiret. Cet avis du SDIS fait partie des éléments de réponse fournis par la métropole ORLEANS-METROPOLE suite à la synthèse des observations. En date du 17 juin 2016, le SDIS Loiret émet un avis favorable au projet de franchissement par câble du faisceau ferroviaire de la gare de FLEURY LES AUBRAIS avec prise en compte des risques électriques et d'incendie. Il est recommandé de prendre contact avec le groupement Opération lors de l'élaboration du plan d'Intervention et de sécurité du projet.

En date du 16 septembre 2016, le Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés (STRMTG) – Bureau Nord-Ouest donne également un avis favorable assorti de remarques et observations et que le dossier préliminaire de sécurité devra comprendre une pièce précisant synthétiquement les suites données aux observations ci-après :

- concernant les procédures administratives :
 - dossier d'autorisation des tests et essais : réalisés après autorisation délivrée par le préfet sur demande du porteur de projet,
 - dossiers jalons de sécurité : ne permettant pas la mise en service et peuvent être demandés par le préfet et/ou proposés par le pétitionnaire
- concernant les caractéristiques techniques et fonctionnelles du projet sur :
 - la récupération intégrée jamais mise en œuvre sur une installation mono-câble en France,
 - les gabarits et survols en entrée de gare, aux passages des pylônes, en fonction de la position définitive des stations et des projets connexes,
 - le franchissement de la ligne aérienne de contact du tramway,
 - la gestion du risque incendie,
 - les gares et la gestion des cheminements des véhicules,
 - les pylônes,
 - la sismicité.

A la lecture des avis émis, j'ai constaté qu'il manquait celui de la SNCF / RFF d'autant plus que la ligne aérienne traverse un faisceau ferroviaire d'importance au niveau du trafic, du nombre de voies et de la longueur soit près de 380m. Dans le procès-verbal de synthèse des observations, j'ai donc demandé cet avis à la métropole ORLEANS-METROPOLE. Ce dernier est donc joint dans les réponses fournies par le

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

maître d'ouvrage. La Direction Immobilière Territoriale de l'Ouest de SNCF IMMOBILIER émet un avis favorable au permis de construire du projet de transport par câble par dessus le faisceau ferroviaire de la gare des Aubrais à FLEURY LES AUBRAIS assorti de quelques restrictions :

- pas de construction, autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2m de la limite légale du chemin de fer,
- édification des pylônes à plus de 3,5m du bord de rail le plus proche,
- aucune évolution ou stockage de matériel, d'engins ou de matériaux sur le domaine ferroviaire pendant et après les travaux,
- avant toute mise en service d'une grue ou engin de levage au-dessus du domaine ferroviaire, obtention de la validation technique de la SNCF après étude. Aucune dérogation ne sera accordée,
- maîtrise d'œuvre de sécurité ferroviaire assurée par la SNCF,
- mise en œuvre du projet après avis techniques de la SNCF,
- certains travaux pouvant être réalisés en période d'interception des circulations des trains et mise hors tension des caténaires,
- information des services de la SNCF par le pétitionnaire sur la technique et modes opératoires des travaux envisagés.

Il est précisé dans l'étude d'impact relative à la présente enquête publique, en pages 16 et 17, que suite à l'avis de l'autorité environnementale remis le 13 juin 2016, cette étude d'impact a été reprise et complétée afin d'intégrer les modifications des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

L'avis de l'autorité environnementale du 13 juin 2016 mentionne en conclusion que l'étude d'impact du projet INTERIVES 1 est globalement correcte et que les enjeux ont bien été identifiés. Cet avis recommande, dans le cadre des procédures futures, que l'analyse des déplacements autour du site soit plus développé ainsi que l'évaluation de certains impacts en affinant les mesures associées. L'Ae recommande également, toujours dans le cadre de procédures ultérieures, que l'actualisation de plusieurs thématiques requiert un niveau de précision dans les documents présentés.

En date du 12 juin 2017, l'autorité environnementale a émis son avis sur l'étude d'impact qui a été mise à jour pour être jointe au dossier d'enquête publique du transport par câble puis aux DUP du projet INTERIVES (ZAC et voiries). Cette étude traite donc de la ZAC INTERIVES 1, du transport par câble et de la restructuration des voiries existantes.

L'avis du 12 juin 2017 est centré sur le projet de transport par câble et concerne plusieurs thèmes :

- qualité de l'étude d'impact portant sur :
 - la description du projet : bonne présentation du projet de transport par câble mais l'étude d'impact aurait dû être adaptée à ce projet. Les caractéristiques techniques auraient pu être présentées dans la description du projet en partie III – DESCRIPTION DU PROJET plutôt que dans la partie VI – PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION EXAMINEES ET RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET PRESENTE A ETE RETENU,
 - la description de l'état initial : exploration plus développée concernant la tenue au vent,
 - les déplacements et la mobilité : précisions insuffisantes quant à la fréquentation de la gare et l'usage qu'en font les navetteurs. Une enquête sur la fréquentation et la mobilité des usagers de la gare aurait pu être effectuée car cela peut avoir des conséquences sur le nombre d'usagers empruntant le transport par câble,

- les nuisances sonores : manque de précision sur l'étude sonore concluant à des émissions de 65dB(A) le jour et de 60dB(A) la nuit, au droit du futur transport par câble,
- le paysage : description correcte de l'environnement du projet.
- description des effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et les mesures envisagées pour éviter, réduire les effets négatifs importants et si possible, y remédier portant sur :
 - les déplacements : le dossier mentionne bien les utilisateurs (navetteur, habitant proche ou lointain travaillant près ou loin de chez lui, et usager local) mais absence de donnée des usagers éventuels du transport par câble et de la gare à destination des futurs commerces et activités dans la zone INTERIVES,
 - les nuisances sonores : ajout de la modélisation des émissions sonores du transport par câble et de la ZAC dans le prochain dossier,
 - le paysage : bonne présentation des lieux et de l'environnement du futur transport.
- analyse de la prise en compte de l'environnement par le projet portant sur :
 - phase chantier : engagement du pétitionnaire sur les mesures prévues de gestion du chantier. En ce qui concerne le sondage effectué pour l'implantation des pylônes, pas de précision sur la nature des sédiments rencontrés ainsi que leur capacité à les accueillir,
 - insertion du projet dans son environnement : justification du choix du transport par câble en raison du temps de parcours et du confort de l'utilisateur mais aussi pour son attractivité mais manque d'information sur les critères environnementaux et la fréquentation attendue. L'Ae, dans son avis du 13 juin 2016, recommandait qu'un état de la pollution / dépollution soit établi avec un échéancier. Dans ce présent avis du 12 juin 2017, l'Ae préconise d'apporter une attention particulière aux effets et mesures à apporter dans le projet de transport par câble notamment au niveau des pylônes et des deux stations.
- résumé non technique : pour une bonne compréhension par le public, il aurait été préférable que ce résumé soit centré sur le transport par câble.
- Conclusion :
 - étude d'impact satisfaisante,
 - prise en compte correcte de l'environnement mais aurait pu être plus affinée sur les critères environnementaux ayant conduit à choisir le transport par câble,
 - analyse des enjeux englobe le projet INTERIVES mais n'aurait pu porter que sur le transport par câble même si certains sont partiellement traités (pollution, gestion de l'eau) puisque le dossier mentionne des études en cours ou renvoie à des futurs dossiers (loi sur l'eau),
 - recommandation de l'autorité environnementale : prise en compte des points ci-dessus lors des prochains dossiers.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *Je n'ai pas procédé à la lecture de l'étude d'impact ayant conduit à l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 juin 2016. Cela me paraissait inutile car hors cadre de la présente enquête publique. Par contre, j'ai mentionné cet avis puisque cela est mentionné dans l'étude d'impact joint au présent dossier. Je regrette de constater certains manquements ne nuisant cependant pas à la bonne compréhension du dossier. Je pense aussi que le transport par câble aurait mérité une étude d'impact particulière.*

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

II – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 : ORGANISATION DE L'ENQUETE.

2.11 – Désignation du commissaire enquêteur.

L'ordonnance n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'ORLEANS m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête suite au projet présenté par la métropole ORLEANS-METROPOLE dans le cadre de la création de la ZAC INTERIVES 1 en vue de la réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS.

2.12 – Information du commissaire enquêteur.

Suite à la désignation, j'ai pris contact avec M. FAUCHEUX Clément, chef de projet à la métropole ORLEANS-METROPOLE, chargé du suivi de ce dossier, pour prendre possession du dossier d'enquête mais aussi pour fixer les modalités de cette enquête (date de début et fin d'enquête – date et heure de tenue des permanences – publicité de l'enquête et information du public – consultation par internet – adresse électronique). Cette rencontre a eu lieu le 9 mai 2017 de 09H00 à 12H30. M. VEDERE Vincent, juriste en charge du projet à la métropole ORLEANS-METROPOLE, assiste également à cette réunion. Durant cet entretien, M. FAUCHEUX Clément a pu me donner les particularités de cette enquête. Nous avons pu établir les dates de fin et de début d'enquête publique soit du lundi 26 juin 2017 à 09H00 au vendredi 28 juillet 2017 à 16H30, les dates des cinq permanences se tenant dans les locaux de la métropole ORLEANS-METROPOLE, à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS, et à la mairie de proximité ORLEANS-NORD. Les modalités de la publicité et de l'information du public ont également été fixées tout comme le mode de consultation par internet et l'envoi des observations par courriel à une adresse déterminée.

Une seconde réunion s'est déroulée le 21 juin 2017 avec M. FAUCHEUX Clément. Au cours de cette réunion, suite à l'étude du dossier, j'ai pu demander des explications complémentaires. Il a été également finalisé l'organisation de l'enquête notamment en ce qui concerne la gestion des mails parvenant à l'adresse électronique mais aussi les remises de documents par le public.

Le 21 juin 2017, j'ai procédé à la signature des trois dossiers d'enquête ainsi que des trois registres mis à la disposition du public à la métropole ORLEANS-METROPOLE, à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS, et à la mairie de proximité ORELANS-NORD.

Une visite des lieux a été effectuée le 21 juin 2017 en compagnie de M. FAUCHEUX Clément. Cela m'a permis de visualiser concrètement les lieux d'implantation des deux stations : future place Danton et la place de la Commune de Paris sur le territoire de la commune de FLEURY LES AUBRAIS. Au cours de cette visite, j'ai pu constater la mise en place des avis d'enquête publique de format A2 sur fond jaune au niveaux des sites notamment.

Chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, j'ai pu obtenir les renseignements auprès de M. FAUCHEUX Clément. Les relations se sont déroulées dans un réel climat de confiance.

2.13 – Organisation des permanences.

L'enquête d'une durée de trente trois jours a été fixée du lundi 26 juin 2017 à 09H00 au vendredi 28 juillet 2017 à 16H30.

Je me suis tenu à la disposition du public, dans une salle mis à la disposition du public, aux dates et heures suivantes :

- Métropole ORLEANS-METROPOLE :
 - mardi 4 juillet 2017 de 15H00 à 18H00,
 - jeudi 20 juillet 2017 de 09H00 à 12H00.
- Mairie de FLEURY LES AUBRAIS – Service Urbanisme :
 - lundi 26 juin 2017 de 09H00 à 12H00,
 - vendredi 28 juillet 2017 de 13H30 à 16H30,
- Mairie de proximité-Nord à ORLEANS : vendredi 7 juillet 2017 de 14H00 à 17H00.

Les lieux sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.

L'arrêté de la métropole ORLEANS-METROPOLE du 24 mai 2017 décrit les modalités de l'enquête.

2.2 : INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC ET PUBLICITE.

2.21 – Information effective du public.

Les dossiers complets ainsi que les registres d'enquête ont été mis à la disposition du public du lundi 26 juin 2017 à 09H00 au vendredi 28 juillet 2017 à 16H30, dans les locaux de la métropole ORLEANS-METROPOLE, des mairies de FLEURY LES AUBRAIS et ORLEANS-NORD aux jours et heures habituels d'ouverture (**Cf PJ 01 – PJ 03**).

Le public avait également la possibilité de consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique dédié à l'accueil de la métropole ORLEANS-METROPOLE. Le public pouvait également avoir accès au dossier d'enquête en se rendant sur deux adresses internet mis à leur disposition www.orleans-metropole.fr et <http://www.ville-fleurylesaubrais.fr>. Sur ces deux sites cités, le public avait la possibilité de télécharger le dossier.

***Commentaire du commissaire-enquêteur :** j'ai vérifié au début de l'enquête l'accessibilité sur les deux sites internet mentionnés ci-dessus. Je n'ai eu aucune difficulté à lire les documents ou à les télécharger. Au cours de l'une de mes permanences, un couple m'a fait part des difficultés à consulter les documents mais peut-être s'agit-il d'un problème technique ou de mise à jour de logiciel non effectué et ce sans remettre en cause la parole de ces personnes.*

2.22 – Publicité par affichage.

L'avis d'ouverture de l'enquête publique au format A2, lettres noires sur fond jaune a été apposé sur plusieurs panneaux d'affichage extérieurs situés aux endroits suivants :

- au siège de la métropole ORLEANS-METROPOLE :
- sur le territoire de la commune de FLEURY LES AUBRAIS :
 - à la mairie au 7 Place de la République
 - à la direction des services techniques au 9 rue Fabre d'Eglantine,
 - sur les sites d'implantation du transport par câble,
 - à la gare de FLEURY LES AUBRAIS
- à la mairie de proximité ORLEANS-NORD mais de format A2.

Les certificats d'affichage de la métropole ORLEANS-METROPOLE, de la mairie de FLEURY LES AUBRAIS et de la mairie de proximité ORLEANS-NORD sont joints au présent rapport (**Cf PJ 04 à PJ 06**).

2.23 – Publicité par voie de presse.

Les règles d'affichage et de publicité ont été respectées pour les deux parutions dans les journaux diffusés localement soit au moins quinze jours avant le début de l'enquête fixée au lundi 26 juin 2017 et dans les huit premiers jours suivant l'ouverture de l'enquête publique.

L'avis informant le public de l'ouverture de l'enquête a donc été publié dans deux journaux diffusés localement (**Cf PJ 07/1 à PJ 07/4**) :

- le journal LA REPUBLIQUE DU CENTRE, dans son édition du jeudi 8 juin 2017,
- le journal LE JOURNAL DE GIEN, dans son édition du jeudi 8 juin 2017,
- le journal LA REPUBLIQUE DU CENTRE, dans son édition du jeudi 29 juin 2017,
- le journal LE JOURNAL DE GIEN, dans son édition du jeudi 29 juin 2017.

Dans la lettre d'information de la métropole ORLEANS-METROPOLE n°16 – Eté 2017, un encart annonce l'enquête publique jusqu'au 28 juillet. Il n'a pas été reproduit l'avis mais simplement mentionné la date de fin d'enquête, son objet, les lieux de consultation du dossier d'enquête et de tenues des registres pour y consigner les observations, les adresses postale et courriel où le public peut adresser ses contributions ainsi que les lieux de tenues de permanence du mois de juillet 2017 (**CF PJ 08**).

2.24 – Publicité sur un site internet.

L'avis de l'enquête publique a été publié sur le site internet de la métropole ORLEANS METROPOLE et sur celui de la mairie de FLEURY LES AUBRAIS www.orleans-metropole.fr et <http://www.ville-fleurylesaubrais.fr>.

2.25 – Publicité par autre voie.

En dehors des moyens légaux ci-dessus, la publicité de l'enquête a été effectuée par les moyens suivants :

- distribution d'un flyer édité par la métropole ORLEANS-METROPOLE comportant les dates de l'enquête, les lieux de consultation du dossier et de consignation des observations sur les registres, l'objet de l'enquête, les adresses des sites internet pour consulter le dossier, les lieux de permanence du commissaire-enquêteur. Ce flyer a été distribué auprès d'habitants de FLEURY LES AUBRAIS et d'ORLEANS (**CF PJ 09**),
- par voie d'annonce sur les ondes radio de FRANCE BLEU ORLEANS le jour de l'ouverture de l'enquête publique,
- par parution d'un article sur LA REPUBLIQUE DU CENTRE du 28 juillet 2017 mentionnant le lancement de l'enquête publique sur le téléphérique. Ce même quotidien a publié un article le 28 juillet 2017 annonçant la fin de l'enquête publique et la date et lieu de la dernière permanence du commissaire-enquêteur.

2.3 : INCIDENT ET CLIMAT D'AMBIANCE AU COURS DE L'ENQUETE.

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête. Il n'a pas été constaté la présence d'associations, de banderoles ou d'affiches favorable ou défavorable au projet de transport par câble lors des diverses permanences ou le temps de l'enquête. Le parti EUROPE ECOLOGIE LES VERTS

représenté par M. WARIN a déposé un document dans le registre d'enquête détenu à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS. Il en est de même pour l'association ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU FLEURY représentée par Mrs VETOIS – KUZBYT et BOUCHARDON.

Bien avant le début de l'enquête publique, mais aussi après l'enquête publique, des articles de presse ont évoqué le téléphérique urbain de FLEURY LES AUBRAIS :

- dans le magazine d'information d'Orléans et de l'Agglo LA TRIBUNE HEBDO n° 172 du 18 au 24 janvier 2017 : il est écrit que le téléphérique urbain a été préféré à la passerelle malgré le peu d'enthousiasmes de certains élus communautaires et que le coût de la réalisation y compris les deux premières années de maintenance serait de 14 750 000€. Il est précisé en légende d'une photo que le téléphérique sera moins bruyant qu'une télécabine. Toujours dans le même organe de presse, dans son numéro 173 du 25 au 31 janvier 2017, il est mentionné le résultat d'un sondage répondant à la question « Le téléphérique urbain dans le futur quartier Interives était-il selon vous nécessaire ? ». La réponse est 12% OUI – 88% NON – 0% JE NE SAIS PAS. Ce sondage figure sur un document joint au registre d'enquête détenu à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS (**CF DOC FLA N°1**).
- dans son édition du 1 juin 2017, LA REPUBLIQUE DU CENTRE publie un article faisant part d'une protestation de la part de M. VARIN Benoît de EUROPE ECOLOGIE LES VERTS contre le projet de téléphérique.
- dans son édition du 2 août 2017, LA REPUBLIQUE DU CENTRE fait état de la clôture de l'enquête publique, d'une vingtaine de contributions enregistrées par le commissaire-enquêteur, d'un projet intéressant mais coûteux. Le journaliste ayant rédigé l'article a interviewé les trois représentants de l'association ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU FLEURY (Mrs VETOIS – KUZBYT – BOUCHARDON), en dehors des locaux, à l'issue de l'entretien qu'ils ont eu avec le commissaire-enquêteur à la dernière permanence.

Commentaire du commissaire-enquêteur : j'ai reçu à sa demande le journaliste ayant rédigé l'article mais aucun interview n'a été accordé. Le journaliste s'est juste contenté de consulter le dossier et les observations portées sur le registre à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS puisque accessible à tout public. Je ne lui ai fourni que le nombre approximatif du nombre de contributions. La consultation du dossier s'est faite dans le hall d'accueil de la mairie de FLEURY LES AUBRAIS pendant que je recevais les trois membres de l'association ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU FLEURY sans la présence de la presse. Mis à part le sondage dont il est question ci-dessus puisque remis par un déposant dans le registre d'enquête détenu à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS, je n'ai pas jugé utile de joindre une copie des autres articles dont il fait état dans le paragraphe précédent car étant en dehors du temps de l'enquête publique. Je précise également que j'ai été contacté à deux reprises par le service communication de la métropole ORLEANS-METROPOLE soit au début et à la fin de l'enquête. En effet, ce service avait été sollicité par la chaîne de télévision régionale FR3 CENTRE qui désirait me consulter sur cette enquête. J'ai refusé à chaque fois cet entretien tout comme je l'ai fait avec le journaliste de LA REPUBLIQUE DU CENTRE ou aurait procédé de la même manière avec un autre organe de presse.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions permettant une consultation aisée des dossiers d'enquête par le public. 15 personnes se sont déplacées aux permanences pour un entretien avec le commissaire-enquêteur dont 11 ont consulté le dossier. 12 personnes dont un couple ont écrit 11 observations sur les trois registres d'enquête détenu au siège de la métropole ORLEANS METROPOLE, à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS et à la mairie de proximité de ORLEANS-NORD. Les entretiens avec les personnes se sont déroulés dans une ambiance courtoise et d'écoute.

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

2.4 : CLOTURE DE L'ENQUETE, MODALITES DU TRANSFERT DES DOSSIERS ET DES REGISTRES.

A l'expiration du délai d'enquête, et conformément à l'article 5 de l'arrêté de la métropole de ORLEANS-METROPOLE, j'ai procédé à la clôture des registres d'enquête détenu au siège de la métropole ORLEANS METROPOLE, à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS et à la mairie de proximité de ORLEANS-NORD. Les dossiers d'enquête ont été laissés aux lieux où ils ont pu être consultés par le public soit aux collectivités territoriales mentionnées ci-dessus.

III – RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS

3.1 : BILAN DES OBSERVATIONS FORMULEES AU COURS DE L'ENQUETE.

Au cours de l'enquête, quinze personnes se sont présentées aux diverses permanences que j'ai tenues au siège de la métropole ORLEANS-METROPOLE, à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS et à la mairie de proximité ORLEANS-NORD.

J'ai eu un entretien avec 15 personnes au cours des permanences.

12 personnes dont un couple ont formulé deux observations écrites sur les trois registres d'enquête. Il s'agit :

- de M. GADDOT Gilles demeurant à SILLENGY -74 (**OBS ECR OM N° 1**),
- de M. BOISSEAU de FLEURY LES AUNBRAIS (**OBS ECR FLA N° 1**),
- de M. BOUCHARDON de FLEURY LES AUBRAIS (**OBS ECR FLA N° 2**),
- d'un résident de FLEURY LES AUBRAIS (**OBS ECR FLA N° 3**),
- de deux personnes dont le nom est illisible (**OBS ECR FLA N° 4 et OBS ECR FLA N° 5**),
- de M. et Mme MARTIN de FLEURY LES AUBRAIS (**OBS ECR FLA N° 6**),
- d'une troisième personne au nom illisible (**OBS ECR FLA N° 7**),
- de M. GODARD (**OBS ECR FLA N° 8**),
- de M. ORHANT Joël (**OBS ECR ON N° 1**),
- de M. MASSOUD Saïd de ORLEANS (**OBS ECR ON N° 2**).

7 documents m'ont été remis ou déposé : 6 à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS et 1 à la mairie de proximité ORLEANS-NORD, aucun à la métropole de ORLEANS-METROPOLE. Ils proviennent de :

- nom illisible : concernant le sondage paru dans le magazine d'information LA TRIBUNE HEBDO (**DOC FLA N°1**),
- M. VARIN Benoît représentant EUROPE ECOLOGIE LES VERTS en 3 pages, déposée le 17 juillet 2017 (**DOC FLA N°2**),
- M. LORME Philippe, déposé le 19 juillet 2017 (**DOC FLA N°3**),
- association ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU FLEURY, déposé le 28 juillet 2017 de 3 pages (**DOC FLA N°4**),
- M. COTTET Roger, déposé le 28 juillet 2017 (**DOC FLA N°5**),
- M. TABAZEAU Yves, déposé le 28 juillet 2017 (**DOC FLA N°6**),
- Mme LORGEON Nicole, reçu en mairie le 27 juillet 2017 (**DOC ON N°1**).

1 observation par courriel à l'adresse : telepherique.enquetepublique@orleans-metropole.fr. Elle émane de M. BARRET Jérôme (**OBS COURRIEL N° 1**).

Il n'y a pas eu d'observation verbale.

J'ai souhaité avoir des informations complémentaires sur le bilan chiffré de la concertation menée de avril 2015 à mai 2016, le bilan de l'atelier thématique du 23 novembre 2015 relatif au franchissement par câble, l'implantation future dans la zone INTERIVES, la crainte d'inactivité du téléphérique suite défaut d'implantation dans la zone INTERIVES 1, l'avis de la SNCF / RFF, sur l'avis du SDIS Loiret, sur la hauteur des bâtiments construits dans la zone.

Pendant l'enquête, 11 personnes ont consulté le dossier papier aux mairies de FLEURY LES AUBRAIS et ORLEANS-NORD. Il n'y a aucune consultation de dossier au siège de la métropole de ORLEANS-METROPOLE. 85 personnes ont consulté le dossier d'enquête sur les deux sites dédiés : www.orleans-metropole.fr et <http://www.ville-fleurylesaubrais.fr>, 23 d'entre elles ont procédé à un téléchargement partiel ou total du dossier.

Les observations écrites, les documents déposés et ma demande complémentaire d'information ont fait l'objet d'une synthèse qui a été remise le vendredi 4 août 2017 à 15 heures 30 à M. FAUCHEUX, Clément, chef de projet à la métropole ORLEANS-METROPOLE. M. FAUCHEUX a bénéficié du délai de 15 jours pour donner la réponse aux contributions. Le 18 août 2017, j'ai reçu la réponse par courrier aux observations, documents recueillies au cours de l'enquête et à ma demande complémentaire d'informations.

La synthèse des observations est joint au présent rapport et fait l'objet de**ANNEXE 1.**

La réponse de la métropole ORLEANS-METROPOLE et les divers documents l'accompagnant sont joints au présent rapport et fait l'objet de **ANNEXE 2.**

3.2 : DETAIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS.

Dans une première partie, il n'est traité que des observations écrites (y compris celle adressée par courriel) figurant sur les registres d'enquête, en deuxième partie des documents remis ou déposés pour terminer sur la demande d'information complémentaire du commissaire-enquêteur. Cette partie est reprise dans l'ordre des réponses fournies qui sont reprises synthétiquement.

OBS COURRIEL N° 1 : de M. BARRET Jérôme.

Il mentionne que la figure de la page 25 montre l'intérieur de la télécabine avec l'emplacement d'un seul vélo empêchant l'utilisation du siège à proximité. Il propose comme solution : emplacement dédié au transport de vélo ou coffre extérieur pour vélo ou système suspendu extérieur.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : l'objectif est de reprendre les principes d'aménagement intérieur de la seconde ligne de tramway ainsi que les aménagements vélo. Les visuels sont issus de la phase de l'offre et le projet à venir va affiner l'aménagement intérieur des deux cabines. Les vélos seront autorisés en dehors des heures de pointe comme c'est déjà le cas pour le tramway. Plusieurs vélos pourront être présents dans la cabine soit accrochés sur un système adapté, soit tenus à la main comme dans d'autres moyens de transport. Sur l'idée d'un coffre extérieur, il y a trop de contraintes liées à la sécurité de la traversée du faisceau ferroviaire.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *je pense que la sécurité représente un atout primordial pour assurer sans encombre la traversée du faisceau ferroviaire aussi bien pour les usagers du transport par câble mais aussi pour ceux empruntant le réseau SNCF. La sécurité concerne aussi les convois de marchandises.*

OBS ECR OM N° 1 : de M. GADDOT Gilles de SILLENGY (74).

Cette personne écrit que ORLEANS METROPOLE a raison de réaliser le transport par câble.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pas de réponse.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *M. GADDOT Gilles semble être favorable à ce projet de réalisation de ligne aérienne par câble.*

OBS ECR FLA N° 1 : de M. BOISSEAU de FLEURY LES AUBRAIS.

Il trouve le projet très intéressant car il répond en partie au besoin de liaison entre les quartiers situés de part et d'autre du faisceau ferroviaire coupant la commune en deux.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pas de réponse.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *M. GADDOT Gilles semble être favorable à ce projet de réalisation de ligne aérienne par câble.*

OBS ECR FLA N° 2 : de M. BOUCHARDON de FLEURY LES AUBRAIS.

Il s'étonne que l'enquête publique se déroule en juillet 2017 (mois de congés) alors que le permis de construire du téléphérique a été délivré en juin.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : l'enquête publique a débuté le 26 juin 2017 en dehors d'une période de congés et après une grande série de concertation donc hors sujet. Pour le permis de construire, et à la demande de la Préfecture, il a été retiré par la mairie de FLEURY LES AUBRAIS pour en reporter la délivrance après la déclaration de projet que ORLEANS METROPOLE devra prendre à la suite du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *M. BOUCHARDON fait partie de l'association ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU FLEURY qui a apporté une contribution. Je pense que le fait que l'enquête publique ait démarré le 26 juin 2017 et durant tout le mois de juillet 2017 ne soit pas gênant avec les moyens de consultation mis à la disposition du public : deux sites internet, un poste dédié au siège de la métropole ORLEANS-METROPOLE, dossier déposé dans trois lieux. Pour le permis de construire, il me paraît logique que ce dernier soit délivré après la déclaration de projet de ORLEANS-METROPOLE prise à la suite de mon rapport et de mes conclusions.*

OBS ECR FLA N° 3 : résident de FLEURY LES AUBRAIS.

Est ce que le téléphérique sera équipé de verres à cristaux liquides pour ne pas voir les riverains ?

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : le transport par câble de FLEURY LES AUBRAIS ne traverse pas de propriétés privés ou d'habitations contrairement à celui de BREST donc non équipé de verres à cristaux liquides.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *aucun*

OBS ECR FLA N° 4 : nom illisible.

Téléphérique et entretien coûteux. Contre proposition : la passerelle. Enquête inutile puisque le projet est acté.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pour le projet acté, se référer à la réponse faite à **OBS ECR FLA N° 2** concernant le permis de construire. Quant au choix du transport par câble plutôt que la passerelle, ORLEANS-METROPOLE renvoie aux réponses communes à plusieurs observations.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *mis à part la question du permis de construire, je n'ai aucun commentaire sur le processus de décision des élus de ORLEANS-METROPOLE.*

OBS ECR FLA N° 5 : nom illisible.

Quelle est l'utilité de faire une enquête publique sur un projet déjà acté. Coût du projet. Une passerelle avec les ascenseurs à la gare n'aurait-il pas été possible ?

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pour le projet acté, se référer à la réponse faite à **OBS ECR FLA N° 2** concernant le permis de construire. Quant au choix du transport par câble plutôt que la passerelle, ORLEANS-METROPOLE renvoie aux réponses communes à plusieurs observations.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *mis à part la question du permis de construire, je n'ai aucun commentaire sur le processus de décision des élus de ORLEANS-METROPOLE. Je considère que l'enquête publique a toute son utilité dans la procédure de décision d'un maître d'ouvrage sur le choix de*

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

la réalisation d'un projet. En effet, l'enquête publique est la dernière phase où le public peut consulter le dossier pratiquement définitif, s'exprimer sur celui-ci et faire part de ses observations et ce après une période de concertation. Il arrive souvent lors de permanences d'entendre ce type d'argument sur l'inutilité de l'enquête publique.

OBS ECR FLA N° 6 : de M. et Mme ARMIEL MARTIN de FLEURY LES AUBRAIS.

Emissions sonores pas assez détaillées et imprécises en l'absence de simulation. Pas de prise en compte de nuisances à venir notamment dans le quartier de la gare. Dans le dossier, reprise d'un plan de masse ne tenant pas compte des remarques effectuées lors des réunions et ateliers publics (Cf plan de masse – Agence Chavannes – page7) car sur la partie Est, dans le quartier gare, figurent encore des logements collectifs au lieu de l'Intermarché, et des logements collectifs et neufs en bordure des habitations en longeant la rue de la Sente.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pour les émissions sonores et suite aux remarques formulées lors des ateliers de concertation, une modélisation du bruit a été réalisée sur l'état initial et sur l'état futur. Les études sur les émissions sonores ont été communiquées aux divers candidats avec obligation de résultat. Des analyses post-travaux seront effectuées aux mêmes endroits que les mesures initiales afin de vérifier la conformité avec le réglementation en vigueur.

En ce qui concerne le plan de la page 7, hors sujet pour le projet de téléphérique. Il s'agit de celui du plan-guide initial de décembre 2014. Le plan guide conforté de la ZAC 1 est en cours d'étude et les remarques faites lors des ateliers seront prises en compte.

Commentaire du commissaire-enquêteur : dans le dossier, il n'y a pas de modélisation concernant le bruit pouvant être émis par le transport par câble notamment au niveau des deux stations plus particulièrement celle de la future place Danton puisque c'est en ce lieu que va se trouver toute la machinerie du téléphérique. Je pense que pour rassurer le public, il aurait été souhaitable que l'étude sur les nuisances sonores soit réalisée sur l'état actuel et sur l'état futur sans tenir compte du transport par câble (c'est ce qui a été réalisé), puis en comparant l'état actuel avec l'état futur comprenant la réalisation du projet. Des chiffres sont indiqués à titre indicatif sur le niveau de bruit. L'autorité environnementale note tout de même que le prochain dossier relatif à la ZAC devra intégrer la modélisation des effets sonores, l'ensemble des émissions sonores du transport par câble et de la ZAC. Je n'ai pas de commentaire concernant le plan de masse. La réponse de ORLEANS-METROPOLE me paraît suffisante. A la lecture de l'observation, ces personnes n'ont émis aucun avis sur le projet.

OBS ECR FLA N° 7 : signée mais nom illisible.

Gaspillage des fonds publics pour un projet pharaonique à fonds perdu. Projet d'aucune utilité avérée car existence d'un tramway déficitaire. Coût du projet. Evocation de l'aménagement de la place de la Liberté des problèmes de circulation, de sujets divers. Personne contre le projet inutile et dispendieux.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : une partie importante de cette observation est hors sujet par rapport au téléphérique. ORLEANS-METROPOLE précise que lors de la relance de la Délégation de Service Public transport, l'intégration de l'exploitation du téléphérique sera l'occasion de réfléchir sur la desserte du secteur gare et des reports éventuels à l'ouest du faisceau ferroviaire. Il est renvoyé également pour d'autre élément sur la partie REPONSES COMMUNES A PLUSIEURS OBSERVATIONS.

Commentaire du commissaire-enquêteur : cette personne est nettement défavorable au projet de réalisation du transport par câble en raison du coût, risque de doublon avec le tramway déjà déficitaire (mais sans apporter de chiffre), risque à ce que le personnel de la CCI vienne à la ZAC soit en voiture soit en tramway, inutilité du projet dispendieux. Il est évoqué divers aménagements mais ces derniers seront intégrés dans le dossier concernant la ZAC INTERIVES 1. Effectivement, plusieurs éléments de l'observation ne concernent pas le téléphérique.

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

OBS ECR FLA N° 8 : de M. GODARD Denis.

Aménagement de la Place de la Commune. Sécurité du fonctionnement du téléphérique. Utilisateurs potentiels du téléphérique.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : un plan de circulation a été étudié pour intégration des aménagements et des études ont été menées pour permettre la réalisation du téléphérique. La réalisation du téléphérique est soumise à d'autres dossiers d'instruction : dossier de définition de sécurité (DDS), dossier préliminaire de sécurité (DPS) et dossier de sécurité (DS) par le préfet et les services du STRMTG (Service Technique des Remontées Mécaniques et Transports Guidés). Le principe du projet est le système de récupération intégrée permettant de rapatrier en toutes circonstances les cabines vers les stations obligeant ainsi la multiplication des motorisations mais aussi des sources d'alimentation. Le STRMTG oblige l'utilisation d'une autre source utilisée uniquement en cas de problème d'alimentation. L'alimentation en panneaux solaires ne donne pas la puissance nécessaire pour faire fonctionner les cabines même à vitesse réduite. En ce qui concerne les utilisateurs potentiels, il est renvoyé aux réponses des questions 3 et 4 du commissaire-enquêteur.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *le seul sujet en rapport avec la présente enquête est celui lié à la sécurité du téléphérique n'appelant de ma part aucun commentaire.*

OBS ECR ON N° 1 : de M. Joël OHRANT.

Cette personne a une opinion favorable au projet de téléphérique urbain car efficace et simple. Elle est en désaccord avec l'aménagement de la place de la gare des Aubrais.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pas de réponse en ce qui concerne le téléphérique. Pour l'aménagement de la place de la commune de Paris, des ateliers ont eu lieu et les remarques ont été prises en compte. Des études sont en cours par la maîtrise d'œuvre et d'autres présentations seront sans doute organisées.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *aucun commentaire.*

OBS ECR ON N° 2 : de M. Saïd MASSOUD.

Favorable au réaménagement du quartier mais fermement opposé au projet de téléphérique coûteux et somptuaire.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : renvoi aux réponses communes à plusieurs observations.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *aucun argument n'est exposé quant à l'opposition ferme du projet.*

DOC FLA N° 1 : extrait de presse LA TRIBUNE HEBDO.

Sondage exprimant 88% de NON au projet contre 12% de OUI.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : il est difficile d'apporter une réponse en raison du manque d'information sur les conditions de réalisation de ce sondage. Les comptes-rendus des 7 ateliers de concertation n'ont pas mis en exergue un tel niveau d'opposition sur le projet de transport par câble.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *il n'est pas possible d'apprécier à sa juste valeur ce sondage. En effet, j'ai bien reçu de la part de ORLEANS-METROPOLE le numéro 173 du 25 au 31 janvier 2017 de LA TRIBUNE HEBDO où figure le sondage répondant à la question « Le téléphérique urbain dans le futur quartier Interives était-il selon vous nécessaire ? ». La réponse est 12% OUI – 88% NON – 0% JE NE SAIS PAS. Ni le nombre de personnes interrogées, ni le lieu où le sondage a été effectué, ni auprès de quelle population il a été effectué n'apparaissent. J'estime qu'il n'est pas possible d'apporter de crédibilité à ce dernier en l'absence d'élément concret. Cela me laisse l'impression d'un sondage balancé. Il est d'ailleurs étonnant qu'il n'y a aucune réponse au critère JE NE SAIS PAS surtout lorsqu'on s'aperçoit à la lecture des observations que certaines personnes ne se prononcent pas sur le sujet.*

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

DOC FLA N° 2 : papier de position en 3 feuillets de EUROPE ECOLOGIE LES VERTS remis par M. VARIN Benoît déposé le 17 juillet 2017 à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS.

C'est un document revendiquant que le projet de téléphérique va à l'encontre d'une politique d'aménagement durable et qu'il est possible de mettre en œuvre des alternatives moins coûteuses et plus écologiques (passerelle, rénovation tunnel, transport doux). Il est également mis en cause la procédure d'appel d'offres. EUROPE ECOLOGIE LES VERTS souhaite une véritable politique d'aménagement durable des territoires en prenant en compte une rénovation urbaine écologique, des transports durables et doux à tout moment de la journée et de la nuit, une indépendance financière vis-à-vis des sociétés privées, un modèle économique maîtrisé et sans risques pour les deniers publics, une sécurité pour les utilisateurs et les parties prenantes. EUROPE ECOLOGIE LES VERTS souhaite avoir les réponses aux questions suivantes :

- pourquoi avoir choisi un téléphérique à 15M€ alors qu'une passerelle comme celle de BLOIS ne coûte que 6M€ ? Où sont les devis des prestataires pour une passerelle ? Pourquoi il n'y a pas eu de mis en concurrence ?,
- pourquoi choisir un téléphérique alors que celui de BREST a connu des dysfonctionnements ? Qui va payer si le téléphérique s'arrête au milieu des voies ferrées et si tous les trains sont bloqués à cause de cet arrêt ? Quel est le montant des coûts d'assurance ?,
- quel est le montant de la consommation énergétique ?,
- Y a t'il d'autre mise en concurrence d'autres sociétés comme celle qui a mis en œuvre le téléphérique à BREST ? Où sont les dossiers des concurrents ?

Une remarque est faite sur les réunions de concertation où les habitants ont été invités à écouter et à donner leur avis sur leur projet qui était déjà défini. Il n'a pas été possible de collecter les avis de tous les habitants surtout ceux qui travaillaient et qui n'avaient pas pu se rendre aux réunions publiques. Il est évoqué un sondage de LA REPUBLIQUE DU CENTRE démontrant que 88% de la population refuse le téléphérique. EUROPE ECOLOGIE LES VERTS demande à ce que toutes les alternatives soient étudiées et souhaite la mise en place d'une véritable politique d'aménagement durable du territoire passant par la rénovation des friches industrielles et la construction d'ECO QUARTIERS labellisés, la rénovation des bâtiments existants, des investissements dans les transports doux, la préservation des services publics sans dépendances de sociétés privées. Il est également demandé une enquête sur le respect du Code des Marchés Publics et sur la raison pour laquelle aucun devis de prestataire sur la construction d'une passerelle n'a été communiqué.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : ORLEANS-METROPOLE renvoie la première partie de l'observation aux réponses communes à toutes les observations.

Comparaison avec téléphérique de BREST : le système de BREST est un téléphérique dit « saut de mouton » tandis que celui de FLEURY LES AUBRAIS est à récupération intégrée, déjà mis en fonctionnement en France et à l'étranger.

Blocage des trains : la récupération intégrée consiste à ramener les cabines vers les stations dans tous les cas d'incident sans stopper le trafic ferroviaire. L'arrêt des trains serait provoqué par un incendie sur les voies nécessitant l'intervention des pompiers rendant ainsi impossible la circulation des trains. Dans ces conditions, l'exploitation du téléphérique serait interrompue et les cabines ramenées en stations.

Coût de l'énergie : estimé sur une pleine année d'exploitation à 44 000€ HT. Le système choisi ne tournera pas en permanence ce qui entraîne une diminution de la consommation énergétique.

Respect du Code des marchés publics : à l'issue d'une consultation ayant vu la confrontation entre plusieurs projets urbains, c'est l'agence CHAVANNES qui a remporté le projet de maîtrise d'œuvre urbaine pour l'ensemble du quartier INTERIVES sur la base d'un projet intégrant la liaison par câble. Les études de l'agence CHAVANNES ont démontré que les autres modes de franchissement (pont, tunnels, trottoirs roulants) sont plus longs qu'un système par câble conduisant au choix du mode de franchissement

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

retenu. Après la désignation d'un maître d'ouvrage délégué pour la réalisation du projet de liaison par câble, une nouvelle consultation a eu lieu sous la forme d'un dialogue compétitif en mai 2016. C'est à l'issue de cette consultation que le groupe GTM/POMA a été désigné. Les conclusions des rapports d'analyse de ces dossiers sont communicables. Le code des marchés publics n'autorise pas la participation du public.

Concertation du public : les comptes-rendus des ateliers sont joints à la réponse donnant le niveau de participation. Durant l'enquête publique, une adresse courriel a été mise à la disposition du public : 1 seul courriel est parvenu. Depuis le démarrage du projet INTERIVES, une adresse « interives@orleans-metropole.fr » permet de recueillir les avis du public. Des réponses sont apportées régulièrement.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *relevant d'un caractère technique pour lesquelles je n'ai pas de compétence, je ne fais pas de commentaire sur la réponse fournie par ORLEANS-METROPOLE. De plus EUROPE ECOLOGIE LES VERTS est un parti politique, je ne veux m'engager dans un commentaire pouvant prêter à confusion. Par contre, je ferai une remarque en ce qui concerne le sondage évoqué dans LA REPUBLIQUE DU CENTRE qui donne un résultat de 88% tout comme celui de LA TRIBUNE HEBO : s'agit-il d'une erreur dans le nom de l'organe de presse ou d'un autre sondage ayant donné le même résultat sans élément concret d'appréciation.*

DOC FLA N° 3 : document remis par M. Philippe LORME le 19 juillet 2017.

Inconvénients du choix du téléphérique : coût de construction (15M€) et d'entretien (500 000€ par an soit 5M€ sur 10 ans), pannes pouvant survenir dans le temps. Alternative de la passerelle piétonne en acier avec pente douce pour les personnes à mobilité réduite et les poussettes sans d'éventuels problèmes mécaniques. Avantages de la passerelle : faible coût d'entretien, pas de frais de fonctionnement.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : pour les coûts de construction et d'entretien, ORLEANS-METROPOLE renvoie aux réponses communes à plusieurs observations. En ce qui concerne les pannes, le fonctionnement du téléphérique sera intégré à la future Délégation de Service Public transport et des équipes dédiées seront en charge de l'exploitation. La réglementation en vigueur exige des contrôles quotidiens, hebdomadaires et mensuels mais aussi de grandes inspections. ORLEANS-METROPOLE a exigé de l'exploitant une disponibilité du téléphérique à 99,5%. En cas de panne éventuelle, ORLEANS-METROPOLE finalise le moyen de mettre en œuvre des moyens de substitution comme c'est le cas pour le tramway.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *pas de commentaire.*

DOC FLA N° 4 : contribution en 3 pages de ENSEMBLE POUR UN NOUVEAU FLEURY remis par M. KUZBYT Stéphane déposé le 28 juillet 2017 à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS.

Selon cette association, le véritable enjeu est l'ouverture de la gare vers l'ouest et la réussite d'Interives. L'accès de la gare par l'ouest est d'utilité publique mais quel est le meilleur moyen d'y parvenir ?

Même si le dossier donne certains éléments chiffrés (cadences, temps de parcours par exemple) aucun élément n'est fourni en ce qui concerne les raisons d'interruption de service pouvant être le vent, les pannes, les maintenances lourdes. L'association regrette aussi, tout comme l'Ae, qu'il ne soit pas mentionné dans le dossier le nombre de jours potentiels où le système sera dans l'incapacité de fonctionner.

Est ce que le téléphérique sera toujours gratuit ?

Sur le choix du câble, les citoyens n'ont pas été consultés en 2013. Pour l'association, le téléphérique n'est pas un élément d'attractivité pour INTERIVES : l'attractivité se fera si le projet INTERIVES est réussi et s'il existe un accès direct à la gare par téléphérique ou autre solution.

Le dossier de l'enquête publique ne répond pas à la question « Y a t-il une autre solution que le téléphérique ? ».

L'association remarque l'absence de RFF dans le dossier et demande si il y a eu des réunions de travail

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

avec RFF.

L'association évoque la solution de la passerelle en mentionnant que les critères ayant dicté le choix vers le transport par câble ne sont pas objectifs. Elle demande une véritable comparaison des différentes solutions non issus du titulaire du marché dans le cadre d'une enquête publique.

L'association fait des préconisations à l'adresse du commissaire-enquêteur et demande à ce que le dossier soit complété des pièces suivantes : le nombre de jour de non fonctionnement du téléphérique, l'assurance de la gratuité, étude comparative des 3 solutions (téléphérique – passerelle – tapis roulant), synthèse des réunions avec RFF.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE :

Vent : le projet est en mesure de fonctionner sous un vent de 70km/h. Si les vents sont supérieurs, le système est prévu pour ramener les cabines en stations et ce même en mode dégradé avant d'interrompre le fonctionnement. Un document d'étude des vents sur la période de 1996 à 2015 est joint à la réponse. Cette étude démontre des vents ponctuels concentrés sur quelques heures. ORLEANS-METROPOLE étudie les moyens de substitution à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement du téléphérique en cas de vent ou de panne, comme c'est le cas pour les lignes de tramway.

Pannes : le fonctionnement du téléphérique sera intégré à la future Délégation de Service Public transport et des équipes dédiées seront en charge de l'exploitation. La réglementation en vigueur exige des contrôles quotidiens, hebdomadaires et mensuels mais aussi de grandes inspections. ORLEANS-METROPOLE a exigé de l'exploitant une disponibilité du téléphérique à 99,5%.

Maintenance lourde : le nombre total de jours où le système sera arrêté pour maintenance est de 10 jours. Dans le cadre d'un téléphérique urbain, l'entretien est assuré de nuit et l'entretien lourd sur une période de 10 jours maximum par an.

Gratuité : gratuité intégrée dans la Délégation de Service Public transport.

Autre solution : renvoi aux réponses commune sur les autres observations.

Avis de la SNCF : la SNCF a été très largement associée aux études et a émis des avis sur le projet à différents stades d'avancement.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *la demande de l'association sur une véritable comparaison dans le cadre d'une enquête publique non issue du titulaire du marché me paraît tardive car le document a été remis à la mairie de FLEURY LES AUBRAIS le 28 juillet 2017 soit le dernier jour de l'enquête. Le commissaire-enquêteur ne formule pas son avis en fonction des préconisations de telle association. Il y va de l'indépendance et de l'impartialité du commissaire-enquêteur. L'avis de la SNCF fait l'objet d'un document joint en réponse donnant un avis favorable au projet.*

DOC FLA N° 5 : déposé le 28 juillet 2017 par M. Roger COTTET.

En ce qui concerne le téléphérique : 90% de fleurysois opposés au projet – projet onéreux – bruit par les câbles aériens – envisager les dysfonctionnements – qualité du matériel (60% français) – coût du contrat d'entretien – intervention pompiers.

Autres sujets abordés liés principalement aux nouvelles voies.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : des éléments ont été fournis lors des réponses faites sur d'autres observations. Pour les autres sujets : ne concerne pas l'enquête publique actuelle.

Commentaire du commissaire-enquêteur : *effectivement, en ce qui concerne les contributions relatives au téléphérique, on trouve les éléments de réponse dans celles fournies par ORLEANS-METROPOLE sur d'autres observations. Je me pose aussi des questions sur le sondage indiquant que 90% de fleurysois sont opposés au projet car il n'y a aucun autre élément concret sur les conditions de réalisation du sondage tout comme celui cité dans LA TRIBUNE HEBDO..*

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

DOC FLA N° 6 : déposé le 28 juillet 2017 par M. Yves TABAZEAU.

Projet beaucoup trop coûteux pour ORLEANS-METROPOLE – 15 millions pour un gadget inutile : prévoir une passerelle – 500 000€ de maintenance pour un quartier terminé dans 10 à 15 ans – les 2 cabines le plus souvent vides comme les bus en dehors des périodes scolaires ou le soir – système dangereux à BREST.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : renvoi aux réponses communes à d'autres observations.

Commentaire du commissaire-enquêteur : aucun

DOC ON N° 1 : déposé par Mme Nicole LORGEON.

Le projet de téléphérique est du gaspillage et la qualité du quartier ne dépend pas du téléphérique mais de son raccordement avec ORLEANS après avoir donné certains éléments :

- travailleurs sur PARIS et résidant à ORLEANS n'ont pas envie de se trouver dans une cité dortoir,
- personnes se rendant à la gare en voiture, en vélo, à pieds ou en tram,
- quartier gagnant à se tourner vers le centre d'Orléans par des accès agréables, une voie urbaine végétalisée, avec de larges voies cyclables,
- téléphérique utile que pour les gens résidant à proximité.
- Pourquoi une utilisation gratuite car si c'est payant, les gens opteraient d'autre moyen de transport,
- coût initial de 15 millions d'euros plus la maintenance à 700 000€.

Réponse de ORLEANS-METROPOLE : le projet de téléphérique renvoie à une volonté d'ouverture de la gare des Aubrais vers l'Ouest. Il est aussi prévu dans le projet INTERIVES la réalisation d'un transport en commune en site propre (TCSP) reliant Libération à Oréliance permettant au quartier de se tourner vers ORLEANS mais aussi vers SARAN. ORLEANS-METROPOLE prévoit aussi le réaménagement des voies structurantes avec intégration de pistes cyclables. Le projet de téléphérique renforce et complète l'offre de transport en commun tout en permettant aux automobilistes de simplifier leurs itinéraires en leur évitant de traverser la Rue de la joie par la création de parking à la future Place Danton. ORLEANS-METROPOLE renvoie aussi aux réponses communes sur les solutions envisagées.

Commentaire du commissaire-enquêteur : aucun

REPONSES COMMUNES A PLUSIEURS OBSERVATIONS

Choix du projet : ORLEANS-METROPOLE rappelle que le choix s'est fait après diverses étapes et points de validation. A l'issue d'une consultation (dialogue compétitif) ayant vu plusieurs projets être mis en concurrence, c'est celui de l'agence Chavannes qui a été retenu concernant une liaison par câble. Le choix s'est fait après que ORLEANS-METROPOLE a analysé les propositions faites et au vu de certains critères : prix, maintenance, confort de trajet, temps passé, contrainte de réalisation, développement durable. C'est ainsi qu'a été adopté le mode de franchissement du faisceau ferroviaire. Le plan guide a été validé en fin 2014 mais pendant deux ans ORLEANS-METROPOLE a reçu des avis techniques pour mener à la décision des élus. C'est comme cela que la liaison aérienne a été choisie au lieu d'une passerelle.

Evocation de la passerelle de Blois : hors travaux d'aménagement des espaces publics, cet ouvrage d'une longueur de 140m représente un coût de 6 200 000€ HT et celle de Tours de 115m pour 7 000 000€ HT. Si une passerelle était construite à FLEURY LES AUBRAIS d'une longueur de 380m, le coût serait de 17 à 23 millions d'€ HT, donc nettement supérieur au téléphérique de l'ordre de 15 millions d'€ HT y compris les 2 premières années de maintenance, de formation et de remplacement de pièces.

Aménagement extérieur : la passerelle de Blois arrive à l'ouest au niveau du terrain naturel et à l'est, une hélice a été construite pour que les usagers puissent se rendre sur la passerelle. Si le projet de FLEURY LES AUBRAIS était réalisé par une passerelle, il serait nécessaire de construire deux hélices pour accéder aux Place Danton (à l'ouest) et Place de la commune de Paris (à l'est) augmentant ainsi le temps de la

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

traversée, une distance plus importante et un confort revu à la baisse pour les usagers.

Accessibilité : le téléphérique permet une accessibilité à rez de place et une disponibilité à 99,5%. Si une passerelle est construite à FLEURY LES AUBRAIS, il faudrait prévoir un ascenseur à chaque hélice pour l'accès aux personnes à mobilité réduite donc augmentation de trajet et risque de disponibilité réduit.

Maintenance : le montant est de 850 000€ HT au stade des études de faisabilité. A l'heure actuelle et compte-tenu du choix retenu, le coût estimé des premières années est de 450 000€ HT puis de 650 000€ HT en année à pleine charge. Les coûts seront optimisés par la Délégation de Service Public transport. Il est à noter que le téléphérique ne sera pas à son niveau d'exploitation maximum les premières années ayant ainsi des conséquences sur le coût d'exploitation et de maintenance. Il est exact que le coût d'exploitation d'une passerelle est inférieur mais l'impact du téléphérique sur les emprises SNCF est nul car aucun pylône ne se trouve sur l'emprise ferroviaire.

Impact sur l'emprise ferroviaire : la phase de construction d'une passerelle entraînerait des effets sur l'exploitation SNCF donc des coupures dont le coût d'arrêt serait à la charge de la collectivité. Il en est de même lors des phases de maintenance ou d'intervention sur la passerelle. De plus l'accès aux piliers de la passerelle nécessite l'autorisation de la SNCF sous continuation de coupures des caténaires.

Dans le cadre de l'implantation de pylônes pour le transport par câble dans l'emprise ferroviaire, il faudrait réaliser des pistes d'accès dont la réalisation des travaux est estimé à 400 000€ HT pour un seul pylône. Ce n'est pas le cas pour ce présent projet puisque aucun pylône ne se trouve dans l'emprise ferroviaire.

Qualité : une passerelle allonge le temps de trajet, entrave la qualité de la traversée notamment en hiver.

Tapis roulant : augmentation de la durée de traversée, matériel devant résister aux intempéries sinon impact sur les coûts d'exploitation. Expérience dans le métro parisien se concluant par des échecs.

Commentaire du commissaire-enquêteur :

Aménagement extérieur : le calcul effectué par ORLEANS-METROPOLE, que j'ai vérifié, démontre bien que la passerelle a un coût plus élevé si on ramène le coût linéaire des passerelles de BLOIS et TOURS à celui de la distance nécessaire pour le franchissement du faisceau ferroviaire de FLEURY LES AUBRAIS.

Accessibilité : pour m'être rendu sur les lieux et que ce soit côté ouest ou est, les hauteurs des 2 hélices de la passerelle devraient d'être d'au moins 30m afin de permettre à celle-ci de passer par-dessus les voies ferrées et les caténaires. Il est à noter que le faisceau ferroviaire de FLEURY LES AUBRAIS n'est pas bordé de talus comme l'est celui de BLOIS sur l'un des côtés et est au niveau du sol naturel. Concevoir une rampe me semble également impossible car elle prendrait trop d'emprise au sol pour passer du niveau 0 à celui de 30m au moins. Un escalier ne serait pas concevable car il n'y aurait plus d'accès possible pour les personnes à mobilité réduite, les vélos et les poussettes. Un rappel sur la hauteur des pylônes du téléphérique : 33m.

Impact sur l'emprise ferroviaire : s'il y a coupure de la caténaire cela entraîne interruption du trafic donc coût supplémentaire.

DEMANDE D'INFORMATION PAR LE COMMISSAIRE-ENQUETEUR :

Participation chiffrée du public lors de la phase de concertation menée de avril 2015 à mai 2016 :

20 à 30 personnes par atelier au nombre de 6. Un atelier 7 s'est déroulé le 03 mai 2017 pour présenter le projet du lauréat et répondre aux questions du public. En comptabilisant les chiffres portés sur les compte-rendus joints au présent rapport puisque faisant partie des réponses de ORLEANS-METROPOLE, la participation du public est la suivante : 151 personnes aux 6 premiers ateliers et 36 à l'atelier 7 soit un total de 187 personnes.

Bilan de l'atelier thématique du 23 novembre 2015 relatif au franchissement par câble : selon le compte-rendu de cet atelier, 21 personnes ont assisté à cet atelier. Les questions posées par les participants portent sur le niveau sonore, le coût pour l'utilisateur, le nom de l'exploitant, l'amplitude horaire, les coûts

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

d'investissement et de fonctionnement, les risques d'interruption de service et les solutions de substitution, le cheminement du futur parking Danton à la station Ouest, les réserves foncières pour un tunnel ou un pont, le rapatriement de la cabine en cas d'incident, les dispositifs de sécurité, les travaux de réhabilitation à la gare des Aubrais, la hauteur de la station Est et son intégrations dans son environnement.

Implantation de bâtiments autres que la CCI dans la ZAC INTERIVES 1 et à quel horizon : seul le permis de construire a été autorisée pour la CCI. De nombreux contacts ont été établis avec ces porteurs de projet ou investisseur ayant manifesté un intérêt particulier. Plusieurs ventes de lots devraient intervenir dans les prochains mois notamment pour des programmes de bureaux, activités tertiaires, et de commerces. Un appel à projet concernant la création de 10 000m² de plancher logements a été lancé par un aménageur devant se concrétiser d'ici la fin de l'année 2017.

Inactivité du transport par câble par manque d'usagers du à un défaut d'implantation dans la zone INTERIVES 1 : les premières livraisons d'immeubles, de commerces et de logements sont prévues pour 2019 en même temps que la livraison du téléphérique. Il est prévu également la livraison du parking souterrain de 340 places sous la future place Danton permettant aux usagers de l'Ouest de stationner et d'emprunter le téléphérique sans avoir à traverser le pont de Joie. La fréquentation de 1500 personnes par heure et par sens ne sera pas atteinte dès le démarrage du projet INTERIVES.

Avis de la SNCF ou de RFF : partenaire privilégié de la métropole, la SNCF a participé aux diverses réunions de travail concernant le projet du téléphérique. L'avis de la SNCF est joint en réponse de ORLEANS-METROPOLE.

Avis du SDIS Loiret : fourni par ORLEANS-METROPOLE et joint à la réponse de la métropole.

Hauteur des bâtiments construits dans la ZAC INTERIVES 1 : côté Ouest, hauteur de 5 à 6 étages. La station d'une hauteur de 13m correspondant à un bâtiment de 4 étages maximum.

3.3 : CONCLUSION DES OBSERVATIONS

Au total ce sont 19 contributions (observations écrites, courriel ou documents remis) qui ont été portées ou joints aux trois registres d'enquête. A la lecture de celles-ci, on comptabilise 3 contributions favorables au projet de téléphérique, 11 dont deux associations défavorables et 5 sans avis clairement définis. A ces 19 contributions, on peut ajouter les 85 consultations sur les deux sites internet. On peut donc estimer que le dossier a été consulté au plus large par 104 personnes. Cela semble très peu pour un projet de cette importance mais aussi au vu du nombre d'habitants que compte la commune de FLEURY LES AUBRAIS soit près de 21 000 habitants. Est-ce que le public s'est désintéressé du projet ? On pourrait le penser par le bilan chiffré de la concertation menée de avril 2015 à mai 2016 en y ajoutant l'atelier 7 du 3 mai 2017 qui est de 187 personnes ayant participé aux 7 ateliers. Pourtant, la métropole ORLEANS-METROPOLE a mis les moyens en œuvre pour que le public soit informé, au moins en ce qui concerne l'enquête publique par les moyens légaux et réglementaires (avis d'enquête publique et parution dans la presse) ou par des moyens non obligatoires (flyers) renforcés par des annonces dans la presse ou dans les médias audio comme FRANCE BLEU ORLEANS l'a fait.

Au cours de l'enquête publique, dans les contributions, il est fait état de deux sondages :

- un dans la revue LA TRIBUNE HEBDO indiquant que 88% des personnes sont défavorables au projet – 12% - 0% de JE NE SAIS PAS,
- 90% des fleurysois sont contre, chiffre rapporté par M. COTTET dans le document remis au commissaire-enquêteur le 28 juillet 2017.

Je me demande quelle est la valeur réelle de ces deux sondages. Je ne mets pas en cause les écrits. Seulement, pour une prise en compte, il aurait été nécessaire de préciser le contexte de ce sondage par exemple quelle est la population concernée (habitants de FLEURY LES AUBRAIS uniquement ou

Sur le projet, Métropole de ORLEANS METROPOLE.

Projet de réalisation d'une liaison aérienne par câble entre la gare et la future Place Danton située sur le territoire de la commune de FLEURY-LES-AUBRAIS dans le cadre de la création de la ZAC Interives 1.

Ordonnance du Tribunal Administratif ORLEANS n° E17000060 / 45 du 25 avril 2017.

Commissaire-enquêteur : Christian BRYGIER.

ceux de FLEURY LES AUBRAIS et ORLEANS ou ceux de la métropole), le nombre de personnes qui se sont exprimées, le nombre de personnes résidant loin ou près du projet, et enfin toute sujétion qui aurait permis de fournir plus d'éléments d'appréciation à la métropole ORLEANS-METROPOLE et au commissaire-enquêteur. Pour terminer, il me paraît étonnant qu'il n'y a aucun pourcentage pour la réponse JE NE SAIS PAS.

L'objet des observations ou documents a porté sur l'objet de la présente enquête publique. Certaines contributions ont été hors sujet concernant le projet INTERIVES n'entrant pas dans le cadre de cette enquête.

Les points abordés par le public ont été :

- pour le projet de liaison aérienne ou téléphérique : coût du projet, maintenance, inutilité de l'enquête publique car le projet est déjà acté, comparaison avec la passerelle, transport des vélos dans la cabine, composition des verres des cabines, gaspillage fonds publics, inutilité du projet, sécurité du transport par câble, consommation énergétique, moyens de substitution en cas d'arrêt du téléphérique, pannes, conditions d'exploitation
- hors cadre de cette présente enquête mais relatifs à la zone INTERIVES : aménagement voiries et place, circulation, plan de masse.

Les personnes ayant fait des remarques sur le projet INTERIVES ou la ZAC INTERIVES 1 ont été invitées par le commissaire-enquêteur à s'exprimer sur ce sujet au moment venu à savoir lors d'une prochaine consultation ou enquête publique menée sur ces deux projets.

Fait à PITHIVIERS LE VIEIL, le 27 août 2017

Le commissaire enquêteur
Christian BRYGIER